

**Libye - Conférence de presse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec son homologue, M.
Mohammed Taher Siyala, ministre
des affaires étrangères libyen -
Propos de M. Jean-Yves Le Drian**
(Tripoli, 23 juillet 2018)

Merci mon cher ami, je suis très heureux de me retrouver pour la troisième fois ici en Libye. J'ai eu comme vous l'avez dit avec le président du Conseil présidentiel, M. Fayez al-Sarraj, un entretien important. Je vais avoir dans quelques instants un échange avec les responsables des forces militaires libyennes engagées dans la lutte contre le terrorisme et je verrai dans la journée à la fois le président de la chambre des Représentants, M. Aguila Saleh, le président du Haut-conseil d'Etat, M. Khaled Mechri, et le commandant de l'Armée nationale libyenne le maréchal Khalifa Haftar. Je rencontrerai aussi des représentants de la ville de Misrata.

C'est donc à la Libye dans son ensemble, dans sa diversité, que je suis venu porter le message de la France. Il s'agit d'un message d'amitié au peuple libyen, mais aussi d'un message de soutien. D'abord, le soutien à l'ensemble des forces libyennes qui luttent contre le terrorisme partout sur le territoire. Ce combat contre un ennemi qui a endeuillé nos deux pays est un combat commun, et nous continuerons de le mener ensemble. Ensuite, le soutien aux efforts libyens en matière migratoire, qu'il s'agisse du contrôle des flux ou du traitement réservé aux migrants en Libye. Nous avons dans ce domaine des attentes fortes vis-à-vis de la Libye, mais nous savons aussi qu'elle subit de plein fouet la crise migratoire, c'est pourquoi nous souhaitons l'accompagner. Et enfin, le soutien à la souveraineté du peuple libyen sur ses ressources. Ces ressources sont le bien commun de la nation libyenne et doivent être exploitées par les institutions nationales légitimes dans un souci d'équité et de probité.

Mais tout cela n'est pas possible sans une sorte de crise politique, c'est à dire sans des élections.

À Paris le 29 mai, les principaux acteurs se sont fixés l'objectif d'unifier les institutions économiques et sécuritaires sous l'autorité du pouvoir civil. La sortie de la crise du croissant pétrolier, et le travail initié sur la banque centrale sont autant de pas faits dans cette direction. À Paris, les responsables politiques libyens se sont également engagés à tenir des élections présidentielles et législatives selon un calendrier précis, d'ici la fin de l'année, et c'est ce que prévoit le plan d'action du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé. C'est ce à quoi aspirent les citoyens libyens qui se sont inscrits massivement sur les listes électorales. C'est donc le chemin à suivre. Je suis venu rappeler ces engagements et ce calendrier à ceux qui les ont pris, et partager cette démarche avec ceux qui n'étaient pas à Paris le 29 mai, ainsi qu'avec toutes les forces de bonne volonté - et je sais qu'elles sont l'écrasante majorité en Libye.

La France appuie les efforts de tous ceux qui travaillent dans cette direction, que ce soient les efforts de M. G. Salamé, les efforts des responsables libyens, les parlementaires des deux chambres à qui il incombe une responsabilité historique dans ce processus ; que ce soit aussi la Haute-commission électorale, et la France va apporter, via les Nations unies, un soutien global d'un million de dollars à l'organisation du processus électoral. Et, inversement, la France continuera de veiller à ce que ceux qui perturbent le processus politique aient à répondre de leurs actes. J'ai dit au président Sarraj que dans cette période décisive, la Libye doit pouvoir compter sur ses voisins, sur ses amis et sur l'ensemble des organisations régionales, et je me réjouis à cet égard de l'inauguration le 14 juillet dernier de la délégation de l'Union européenne à Tripoli. Je voulais à nouveau vous assurer du soutien déterminé de la France pour le bon aboutissement du processus mis en oeuvre le 29 mai à Paris./.